

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Des contrôles de santé sont, bien sûr, effectués, mais par suite de l'intérêt qu'a manifesté le député et de la question qu'il a fait inscrire au *Feuilleton*, j'ai demandé à mes fonctionnaires d'étudier la situation à fond.

M. Epp: Je remercie le ministre de cette réponse. A-t-il pris des mesures, de concert avec les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, pour déterminer quelle menace ces cas peuvent présenter pour la santé des Canadiens? Quelles mesures prend-on pour s'assurer que la maladie, dans la mesure où elle est contagieuse, ne s'étende pas à d'autres régions du Canada?

M. Cullen: Les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être s'occupant de ces choses sont très compétents et je sais qu'ils travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues provinciaux. Vu l'augmentation dramatique dont le député a parlé, je suis certain qu'ils surveillent la situation de près.

* * *

● (1450)

LE TRANSPORT AÉRIEN

LES PANNES DES RADIOBALISES DE SECOURS ET DES INDICATEURS DES POINTS DE CHUTE—LES MESURES ENVISAGÉES

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Transports. Peut-être pourrions-nous lui demander de quitter le siège de son successeur et de répondre à ma question.

Lorsque les règlements sont entrés en vigueur, j'ai posé au ministre des Transports précédemment une question concernant les travaux de recherche effectués sur les radiobalises de secours et les indicateurs de points de chute qui sont fabriqués au Canada. Depuis lors, plusieurs centaines de pannes ont coûté des milliers de dollars en opérations de sauvetage qui n'auraient pas dû avoir lieu. Le ministre pourrait-il me dire à présent s'il y a eu des recherches et des études de faites à ce sujet, ou s'il doit y en avoir, ce qui permettrait de soulager un peu la pression exercée sur les transporteurs aériens privés?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, nous examinons la possibilité de perfectionner les radiobalises de secours, et nous cherchons à savoir également combien coûteraient les modifications et si l'équipement adopté ultérieurement donnera des résultats satisfaisants. Je n'ai pas vérifié où en était l'analyse de la question depuis plusieurs semaines, mais je serai heureux de le faire et de vous tenir au courant.

Questions orales

M. Ellis: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Transports. Puis-je demander au ministre si, en faisant ces recherches on essaiera aussi de régler le problème des batteries des radiobalises de secours?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, cela est englobé dans la question actuellement à l'étude.

* * *

LE TOURISME

LA PERTE DE REVENUS À LA SUITE DE LA RESTRICTION IMPOSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS QUANT À LA DÉDUCTION DES FRAIS DE CONGRÈS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au premier ministre suppléant. Elle a trait à l'article 602 de la loi sur la réforme fiscale des États-Unis qui stipule notamment que les Américains voyageant à l'étranger, à l'occasion de conventions, ne sont plus autorisés à déduire leurs frais aux fins de l'impôt. Ceci a été une cause de consternation, et a fait perdre plusieurs centaines de milliers de dollars à des villes comme Toronto, Winnipeg, Montréal et Vancouver, en manquant à gagner sur les recettes des conventions. Aussi aimerais-je demander au ministre si le gouvernement a approché le gouvernement américain, et notamment le président sur cette question, et si oui, pourrait-il dire à la Chambre, quelle a été sa réponse?

M. Hugh Poulin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, à l'occasion de la visite du premier ministre à Washington et de sa rencontre avec le président Carter, il a en effet soulevé la question. Lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce a rencontré son homologue, le secrétaire américain au commerce, la question a également été posée. Les autorités canadiennes pressent encore le gouvernement américain de revoir la question, dans l'espoir qu'une modification à la loi donnera un regain d'activité au tourisme canadien.

M. Murta: Monsieur l'Orateur, l'article que je viens d'évoquer fera, je crois, l'objet d'un débat au Congrès en juillet et sera discuté lors d'audiences publiques et on y apportera des modifications d'ordre technique. Le secrétaire parlementaire peut-il donner à la Chambre l'assurance ferme que de nouvelles instances aussi énergiques que possible seront adressées au Congrès des États-Unis afin de redresser cette injustice grave?

M. Poulin: Monsieur l'Orateur, je signale au député que le Sénat des États-Unis s'est prononcé cette dernière quinzaine sur une motion de ce genre et que, malheureusement, elle a été rejetée par deux votes, tenus. Que le député soit certain qu'on interviendra de nouveau auprès du Congrès des États-Unis avec l'espoir que cette question sera réglée le plus tôt possible. Comme toujours, des pourparlers se poursuivent entre le Canada et les États-Unis sur ces questions et d'autres questions fiscales.